

Journées d'été régionales EELV – 2 juillet 2011
Atelier « La carte carbone, outil de sobriété énergétique »

Intervenantes :

Mathilde SZUBA (doctorante en sociologie au CETCOPRA Centre d'Etude des Techniques, des Connaissances et des Pratiques – Paris 1)

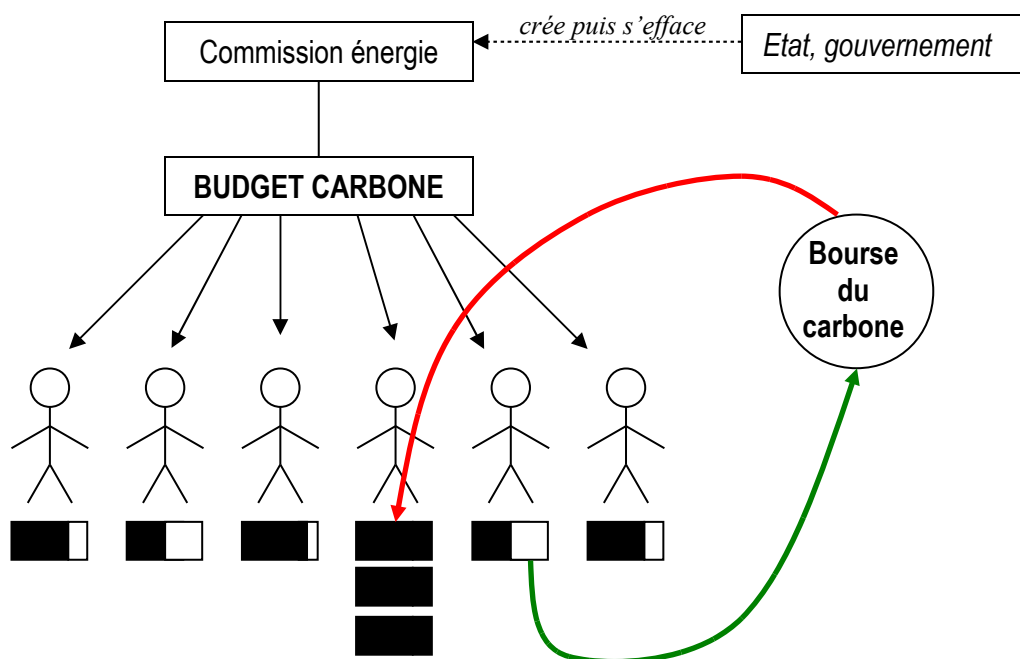
Victoria JOHNSON (New economics foundation : pour une économie au service de la société et dans le respect de l'environnement).

Mathilde SZUBA

Quelles peuvent être les réactions politiques d'un gouvernement quand le prix du pétrole augmente et qu'il y a moins d'énergie disponible ?

- ne rien faire : laisser le marché répartir offre et demande ⇒ augmentation des prix et « destruction de la demande » (ceux qui n'ont pas d'argent ne consomment plus ... mais cela entraîne aussi de gros problèmes sociaux !)
- plafonner les prix de l'énergie : solution sociale à court terme. Mais le stock ne se renouvelant pas, on est vite dans une situation de pénurie
- fixer des quotas : c'est à dire rationner la quantité et répartir le stock disponible. Si le nombre de droits correspond au volume disponible, alors pas de « file d'attente » car chacun est assuré d'obtenir la portion à laquelle il a droit.

C'est ce principe qui figure dans le programme du Green Party depuis plusieurs années.



Le Budget Carbone correspond au volume total de GES pour toute la population que le pays s'autorise à émettre dans l'année. Chacun reçoit sa part, gratuitement, sous forme de points à utiliser pour chaque achat d'énergie primaire (fuel, électricité, gaz, essence, billet d'avion). Il y a subvention quand on consomme moins que son quota ; malus quand il y a surconsommation.

EDF doit justifier qu'il n'a pas consommé plus que le disponible.

Plusieurs études et travaux ont été menés. La carte carbone a été un projet du New Labour quand il était au pouvoir jusqu'en 2010. En GB, existent des « groupes de rationnement volontaire de carbone » et cette idée est portée par des groupes de lobbying.

Principales critiques de la carte carbone :

- le coût du carbone évité serait insuffisant par rapport aux coûts de revient
- le système ne serait pas socialement acceptable
- c'est trop en avance sur son temps (!)

En termes de partage et d'équité

- effet redistributif certain : les 3/4 des 30% des plus pauvres sont gagnants dans un tel système (ils reçoivent de l'argent car dépensent moins que leur quota) ; c'est encore plus flagrant si on intègre l'avion dans le calcul.
- C'est la limitation des surconsommations qui permet de garantir un minimum à chacun (c'est d'ailleurs le principe du rationnement qui a été appliqué pendant la guerre)
- tarif progressif de l'énergie : les consommations de base sont les moins chères (les quotas individuels sont attribués gratuitement), mais quand on souhaite avoir plus d'énergie, les unités supplémentaires sont payantes. C'est donc un tarif progressif en 2 tranches qui s'applique.

Par rapport à l'environnement

- ce système permet d'intégrer les limites climatiques et géologiques de la nature. Quand on se contente de fixer un prix à l'énergie, et d'espérer que ce prix permettra de réduire la consommation, l'incertitude existe sur le résultat environnemental. Pas avec la Carte Carbone (puisqu'on part du stock d'énergie possible). Les marges de manœuvre existent, mais dans un cadre qui correspond au maximum : il faut s'organiser, au niveau de la société, comme au niveau individuel.
- C'est une politique publique qui prend la sobriété comme principe (alors que les politiques fondées sur le principe d'efficacité ne permettent que de ralentir la dégradation, sans poser la question du stock fini, comme celui de l'énergie fossile).

Ce type de mesure ne suffit pas à résoudre tous les problèmes, mais donne une épine dorsale aux politiques énergétiques. Elle garantit un accès minimum à l'énergie et le partage de l'effort de décroissance énergétique.

Victoria JOHNSON (New Economics Foundation – NEF)

Quand l'énergie augmente, ce sont les pauvres qui sont le plus touchés. Pour la NEF, la politique de quotas est la mesure environnementale qui est la plus progressive socialement. La consommation d'énergie varie en fonction du revenu, de la composition de la famille et du milieu (rural ou urbain). Une politique de taxe serait régressive pour les foyers à bas revenus.

Les politiques publiques doivent viser la diminution d'émission de GES et à la fois être redistributives.

En France, l'idée de rationnement est moins bien acceptée qu'en GB : c'est associé aux souvenirs de la seconde guerre mondiale dans les deux cas, mais pour les français, c'était fournir de la nourriture à l'occupant, pour les anglais, c'était un effort de guerre pour atteindre un but commun.

Le Green Party développe l'idée d'un « nouveau front de l'intérieur », en prônant une transformation radicale de l'économie (comme pendant la guerre, où on a d'ailleurs constaté en GB que les gens étaient en meilleure santé !).

Un outil de communication a été créé, avec l'aide d'artistes : le « **Carnet de rationnement** » (Ration Me Up - Carbon Ration Book).

Principe : chaque mois, 40 points de CO² sont attribués à chacun. 10 en sont prélevés pour les services collectifs (traitement des eaux, réfection des trottoirs ...). Le reste est découpé en coupons prélevés en fonction des activités : Énergie (utilisation du PC, d'un grille pain, ...) eau (douche, bain, chasse d'eau ...), transports (train, voiture, bus ...), nourriture (œufs, viandes, fruits ...), vêtements. Des activités « gratuites » sont aussi rappelées : discuter, faire une balade, nager dans la mer, écrire un poème, escalader, chanter, regarder les nuages ... ne consomme pas de carbone.

Cet outil permet de prendre conscience de la consommation d'énergie induite dans nos gestes quotidiens et nos habitudes de vie. Il permet aussi de se rendre compte qu'on est très loin de l'objectif en terme de limitation de GES !!!

De la discussion qui suit, il ressort :

- ▶ Le principe d'une part égale pour chacun est très important (pas d'exceptions !). Il faut des politiques publiques efficaces pour aider ceux qui en ont le plus besoin. Par exemple, une personne handicapée.
- ▶ La monétarisation des quotas de carbone pervertit le système (phénomènes de spéculation). Quelles marges de manœuvre pour trouver de nouvelles technologies et utiliser moins d'énergie ? Piste du télé travail.
- ▶ Important de limiter les possibilités d'échanges de quotas (ne pas pouvoir vendre plus de la moitié de sa part par exemple)
- ▶ Avec la Carte carbone, l'Etat lui-même est contraint. Il a intérêt à anticiper vis-à-vis des plus fragiles et à diminuer ses dépenses d'énergie.
- ▶ La production d'énergie individuelle est en dehors du système. Elle peut être consommée indépendamment ou rachetée. Si beaucoup « d'énergie verte » est remise dans le circuit, cela entraîne une diminution des GES et des pollutions, et donc une réduction du nombre de coupons nécessaires.
- ▶ L'énergie est aussi source de progrès : ne peut-on fabriquer autrement ? Ce qui revient à poser la question de la limite soutenable. Quel est le minimum pour vivre bien ? (et donc quel indicateur de bien être). On n'a pas la réponse à ces questions ...

COMPLEMENT pour « aller plus loin » : synthèse "carte carbone" réalisée par Raphaël Vial, reprenant des éléments d'un article de *Silence* de Mai 2010.

Carte Carbone
« Rationnement ou quotas énergétiques »
Outil incontournable dans l'avenir
Outil pédagogique pour le présent

A - Introduction

Tout le monde convient que les habitants de notre planète devront relever 2 défis dans les prochaines années : le réchauffement climatique et la raréfaction des énergies fossiles, particulièrement le pétrole.

Face à ces risques de pénurie et d'augmentation importante des prix de l'énergie, plusieurs réactions sont possibles :

Ne rien faire : Laisser le marché réguler, alors les plus modestes seront exclus de fait de ce marché. Choisir cette solution, c'est accepter un échec social et l'exclusion d'une partie de la population qui risque de plus de se révolter.

Plafonner les prix : Décider le blocage des prix, mais cela n'est pas une solution sur le long terme car cela répond à l'aspect social, mais ne résout absolument pas le problème environnemental.

Mettre en place une politique de quotas en rationnant les quantités. Seul instrument qui permet à la fois de répondre aux défis environnementaux en garantissant une équité sociale, une solidarité ... la démocratie et la paix.

B - Principe :

Certains chercheurs et politiques, essentiellement anglais, s'intéressent au projet de « Carte Carbone ». Il s'agit de rationner l'énergie justement pour deux raisons, parce que dans un premier temps, l'énergie est surabondante et surconsommée, au regard de ce que le climat peut supporter, et parce que dans un temps très proche de pénuries d'énergie, il permettra un partage équitable du peu d'énergie disponible.

L'idée est d'attribuer une ration minimale à chaque personne qui permettra d'éviter que le peu qui restera soit accaparé par le plus fort ou le plus riche. A partir d'un objectif ferme et chiffré de réduction des rejets de CO2 dans l'atmosphère, un rationnement individuel des consommations d'énergie, sous forme de quotas personnels échangeables serait mis en place. Ces quotas seraient inscrits sur une carte, d'où le terme générique de « Carte Carbone »

C - Fonctionnement de la carte carbone :

Une quantité maximum de GES (budget Carbone) que le pays « s'autorise » à émettre serait fixée au début de chaque année par une Commission Energie indépendante (réunissant des experts climatiques, des associations, des entreprises, l'Etat,...). Elle serait progressivement réduite d'année en année, suivant une pente conforme aux engagements climatiques du pays. Chaque année, cette quantité maximum serait partagée en deux : une moitié pour les entreprises et les services publics, et l'autre moitié divisée en autant de parts qu'il y a d'habitants, puis distribuée gratuitement à chacun.

Chaque habitant serait donc doté d'un quota identique d'émissions de GES qu'il serait libre d'utiliser à sa convenance. Ces tickets de rationnement garantiraient à chacun une ration mensuelle.

Les quotas de chaque individu seraient enregistrés sur une carte électronique personnelle (la Carte Carbone) d'où ils seraient débités lors de tout achat d'énergie primaire : facture d'électricité, de chauffage, essence à la pompe et billets d'avion. Ensuite, ces différents fournisseurs d'énergie déclareraient les rations récupérées à la Commission d'Energie. Cette dernière pourrait ainsi vérifier que le plafond d'énergie autorisé ne soit pas dépassé.

Il existerait un système d'échange entre les utilisateurs par le biais d'un marché carbone. Les plus gros pollueurs achèteraient des quotas d'énergie aux moins pollueurs qui seraient ainsi rétribués par les pollueurs.

La diminution des consommations individuelles serait donc le résultat conjoint d'une contrainte réglementaire (un maximum par année par pays) et une incitation financière (possibilité de revendre ces parts excédentaires).

Le mouvement des villes en transition « Transition Towns », qui tente de reconstruire la résilience à l'échelle des communes, pour faire face au double défi de la future pénurie de pétrole, étudie le comment et le quand du rationnement de l'énergie qui est pour eux acquis. Donc autant s'y préparer.

D - Points forts

- Par rapport à la taxe carbone, en réflexion il y a 18 mois en France, la carte carbone planifie concrètement une décroissance graduée et progressive de la consommation énergétique globale du pays. On est certain d'atteindre des objectifs chiffrés qui ont été fixés alors que pour la taxe carbone, il n'y a aucune garantie d'une limitation des surconsommations car une partie de la population aura plutôt tendance à payer davantage qu'à diminuer sa consommation. La carte carbone assure la réussite en matière environnementale en fixant un plafond qui ne pourra être dépassé.
- Autre avantage de la carte carbone est le partage de rations en parts égales à chaque habitant. Le système n'est plus basé sur les revenus et les prix (cas de la taxe carbone) où les plus riches continuent à surconsommer et alors que les plus pauvres (d'ailleurs les plus touchés car c'est eux qui consacrent la part en % la plus

importante de leur budget pour l'énergie) doivent se serrer la ceinture. Dans ce nouveau système, même les plus pauvres sont assurés de disposer d'un minimum d'énergie. Une étude de faisabilité britannique a même estimée que 70 % des habitants les plus pauvres seraient gagnants avec un tel système. En effet, ces derniers sont généralement les plus petits consommateurs d'énergie, tandis que les plus aisés sont les plus gros consommateurs. Les plus pauvres auraient donc des quotas excédentaires à revendre aux plus riches.

- L'instauration d'une carte carbone permettrait d'amortir les conséquences d'une grave crise d'approvisionnement en énergie, les sociétés seront plus résilientes en cas de crise majeure. Elles se seront déjà préparées.
- L'instauration de la Carte Carbone encouragerait la production d'énergies renouvelables car cela permettrait de ne pas consommer ses allocations énergie.

E - Points faibles :

- Les risques de fichage informatique : Chaque personne devrait disposer d'une carte à puce nominative, et la faire débiter à chaque achat d'énergie primaire d'où le risque du fichage de données privées. Une solution serait l'utilisation plutôt de quotas sur support papier type tickets restaurant.
- Le « marché du carbone » et les effets pervers de la finance carbone du fait de la possibilité de vendre ses quotas énergétiques. Des solutions sont envisageables pour limiter les risques de dérives : fixer par la collectivité un prix d'échange (limiterait la spéculation), limitation des achats ou les ventes de quotas par personne.
- Le problème « d'effet frontières » pour éviter le rationnement. Un système d'harmonisation entre pays limitrophes serait indispensable et l'instauration à l'échelle européenne serait un minimum.
- Mauvaise réputation du terme « rationnement » car il est associé, surtout en France, à privation (conséquences de son utilisation lors de l'occupation lors de la deuxième guerre mondiale). Hors, inversement, au Royaume Unis, il est vu comme un instrument grâce auquel le pays à la même époque, a pu s'organiser pour traverser la tourmente de la guerre. Le rationnement peut être vu comme un système de gestion de la pénurie, qui consiste à répartir équitablement ce qu'il reste d'un bien essentiel devenu trop rare. Le terme « rationnement » peut être remplacé par le terme « quotas ». Néanmoins, il convient de poser clairement les termes du problème. Et comme le dit les chercheurs anglais Mayer Hillman et Tina Fawcett : « Bien que le mot « rationnement » puisse être effrayant, étant associé à des images de privation et de restriction, il est utilisé ici de façon délibérée pour être le plus clair possible, et pour en appeler à la conscience collective d'une action nationale pour l'intérêt général ».
- Le mot « rationnement » présente deux aspects distincts : d'une part la garantie d'un minimum de partage et d'autre part la limitation de ce que les gens sont autorisés à consommer. Beaucoup rejettent le second, mais en temps de pénurie exigeront le premier.

F - Etat d'avancement de la réflexion : une mise en place non actée mais un outil pédagogique précieux

En Angleterre, le gouvernement britannique a financé de 2006 à 2010, des études préparatoires à la mise en place de la « carte carbone ». Cela reste en réflexion mais l'idée est en stand by depuis l'arrivée des Conservateurs plus favorables à une taxe carbone. En France également, le choix actuel se porte plutôt sur une taxe carbone, pour autant également abandonnée pour l'instant.

Néanmoins, des initiatives continuent de se développer. Et particulièrement celles pilotées par la NEF (New Economics Foundation).

G – Présentation de la carte de rationnement et de son intérêt pédagogique

Sur le principe du volontariat, la NEF distribue depuis 18 mois des carnets individuels de rationnement de l'énergie, émis par un imaginaire ministère. Ces carnets intitulés « Carbon Ration Books » se composent d'une grille de cases vierges (la ration d'énergie pour le mois) et des coupons à découper, correspondant chacun à un acte de consommation d'énergie, qui sont convertis en unités carbone. Chacun peut décider comment il va utiliser sa ration mensuelle. Cette dernière est calculée par rapport à un permis annuel global de 1,15 tonne d'équivalent CO2 par personne. Cela correspond à un objectif de réduction de 80 % des émissions de GES.

C'est une exploration de ce que pourraient être nos modes de vie dans une société où dans un premier temps l'énergie doit être économisée pour lutter contre le réchauffement climatique et ensuite où l'énergie deviendra rare.

Les tests sur des premiers groupes de volontaires montrent qu'ils réduisent leur empreinte carbone d'environ 30 % lors de la première année.

Le principal avantage de ce carnet est sa force pédagogique : la radicalité du changement nécessaire saute aux yeux. Beaucoup se rendent compte que, malgré les efforts consentis, ils étaient loin du compte. La gestion d'une ration mensuelle soutenable est difficile à atteindre. Mais cette expérience vaut la peine d'être tentée, au moins sur une courte durée, pour sa valeur pédagogique.